

Pour des logements dignes et pérennes pour touTEs

Pour la régularisation de toutes les personnes sans papiers !

Depuis l'évacuation à Rennes, par la police nationale, des camps de La Touche et de St Cyr le 5 octobre, un nouveau camp s'est créé au parc des Hautes Ourmes. Les familles qui s'y sont réfugiées sont en grande détresse. Des enfants, dont un de trois mois qui pleure toute la nuit, sont en danger sanitaire avec la venue du froid. Les adultes n'ont pas de quoi faire des repas chauds. C'est une situation à haut risque de drame.

Par ailleurs certains de ces enfants sont scolarisés dans les écoles Rennaises. Des parents d'élèves et certains professeurs sont scandalisés de savoir qu'ils dorment sous tente. Ainsi, en solidarité, l'école de la Poterie a hébergé une famille de 3 enfants tout le Week end.

L'inter-organisation de soutien aux personnes exilées, n'a de cesse depuis des années de dénoncer les manquements de l'État, des pouvoirs publics, en matière d'hébergement d'urgence, ainsi que sa politique raciste d'enfermement dans les Centres de Rétention Administrative (CRA).

La politique préfectorale vis à vis des exilé.e.s s'est encore durcie ces dernières années. La dématérialisation des démarches, l'énorme allongement des délais, l'insuffisance criante des moyens mis par l'état pour la mise à l'abri des exilé.e.s en attente de régularisation, ont provoqué une saturation des dispositifs d'hébergement à Rennes et dans la métropole.

L'Etat ne respecte pas ses propres textes qui prévoient que « toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès à

tout moment à un dispositif d'hébergement d'urgence » (art L345-2-2 du code de l'action sociale). Les droits fondamentaux sont bafoués par une politique qui, de fait, s'oppose au droit à l'exil.

Certes, la ville de Rennes met un certain nombre de personnes à l'abri mais elle a montré depuis un an que non seulement elle n'irait pas plus loin en matière d'hébergement mais qu'elle est capable d'envoyer la police pour faire évacuer des locaux vides de son ressort quand ils sont squattés.

Une situation intolérable !

D'après les chiffres publiés par le 115, en août, 1258 personnes ont appelé le 115, dont 27 femmes enceintes et 101 enfants de moins de 3 ans. D'autres sont à la rue et n'appellent pas, lassées de recevoir des réponses négatives, et découragées par les conditions de vie dans les hébergements d'urgence. Pour réussir à parler au 115, il faut laisser son téléphone sonner pendant des heures, pour n'obtenir une proposition d'hébergement que dans 25 % des cas, et seulement 18 % pour les familles ... Ainsi, cette année encore, des campements se sont créés dans les parcs rennais. Comment des enfants peuvent-ils suivre une scolarité normale en étant à la rue

Dans un contexte de durcissement de la chasse aux migrant.e.s menée par le gouvernement, dans un contexte où les droits les plus élémentaires sont piétinés, dans un contexte de montée des idées d'extrême droite, du racisme, à l'heure où l'augmentation du prix de la vie touche de plein fouet toutes les personnes précaires, il est urgent de nous mobiliser.

TOUTES et TOUS à CHARLES DE GAULLE, le SAMEDI 15 OCTOBRE à 14h30 pour :

- La mise à l'abri immédiate de TOUTES les personnes à la rue
- Des logements dignes et pérennes pour touTEs
- L'augmentation de 300 places pour l'hébergement d'urgence

- L'ouverture d'un centre d'hébergement ouvert 24h/24, toute l'année, sans conditions
- L'égalité des droits
- La fermeture des CRA
- La régularisation de toutes les personnes sans papiers

Rennes le 10 octobre 2022, Interorga de soutien aux personnes exilées
interorga35@protonmail.com